



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique agricole

Question au Gouvernement n° 3206

Texte de la question

AGRICULTURE

M. le président. La parole est à M. Jean Proriol, pour le groupe UMP.

M. Jean Proriol. Monsieur le ministre de l'agriculture et de la pêche, jusqu'à demain soir, le monde rural se rend aux urnes. Les agriculteurs actifs, les retraités, les propriétaires ruraux, les mutualistes renouvellent leurs représentants aux chambres départementales d'agriculture. Ils sont 3 millions à voter.

L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture est votre interlocutrice habituelle. Vous êtes un bon ministre de l'agriculture. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Cela est reconnu ici, où vous avez porté la loi d'orientation agricole du 6 janvier 2006, où vous avez fait face à de nombreuses crises, aviaire, ostréicole, viticole, mais également dans le secteur des fruits et légumes. Cela est reconnu également à Bruxelles où, hier encore, vous avez défendu avec énergie la position française face au négociateur de l'OMC, M. Mandelson.

Pouvez-vous faire le point de votre action tant au plan national qu'à l'échelon européen ?

M. Jacques Desallangre. Cela prendrait trop de temps !

M. Jean Proriol. Nous savons tous que l'agriculture est le maillon indispensable de nos territoires ruraux. Ma deuxième question porte sur les défis que les agriculteurs et agricultrices tentent de relever au quotidien dans la gestion de leur entreprise pour concilier au mieux l'efficacité économique par les prix, la sécurité alimentaire et le respect de l'environnement.

Pouvez-vous donner à nos campagnes des perspectives et à nos paysans des raisons d'espérer pour que leurs terres à vivre restent des terres d'avenir. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. Jean-Pierre Brard. Et de la paille pour leurs sabots ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de la pêche.

M. Dominique Bussereau, *ministre de l'agriculture et de la pêche*. Je vous remercie, monsieur le député, pour le ton amical de votre question. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

En réalité, c'est tous ensemble, sous l'impulsion de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin, que nous avons oeuvré. Sur des textes importants, comme la loi d'orientation agricole ou la loi sur les territoires ruraux, cette majorité a travaillé et voté ; l'UDF a également participé à un vote positif et l'opposition a joué un rôle constructif dans le débat parlementaire. Chacun a exercé son métier avec son coeur et avec, je l'espère, efficacité.

L'an passé, le revenu de nos agriculteurs a été bon, mais cela n'a fait que compenser des années précédentes qui avaient été plus difficiles. Les crises conjoncturelles ont été moins nombreuses, en dépit des aléas de la grippe aviaire ou de la fièvre catarrhale ovine dans l'est de la France.

Nous avons également essayé de simplifier les démarches administratives des agriculteurs, ce qui est très important.

Nous avons aussi pensé aux anciens et je remercie les parlementaires qui se sont engagés sur ce dossier. Ainsi, dans quelques jours, les feuilles de MSA prendront en compte l'augmentation des retraites agricoles. Le monde agricole est en train de voter. C'est une affaire très importante.

M. Maxime Gremetz. Laissez-le voter !

M. le ministre de l'agriculture et de la pêche. Le vote se fait par correspondance, bonne méthode qui a marché pour la MSA. J'espère que la participation sera forte.

M. Maxime Gremetz. Et l'indépendance syndicale ?

M. le ministre de l'agriculture et de la pêche. L'agriculture est confrontée à trois enjeux.

Le premier est celui des biocarburants. Alors qu'ils représentaient 1,75 % des carburants vendus l'année dernière, ce pourcentage s'élèvera à 3,50 % cette année. Ils sont l'avenir de l'agriculture. Les agriculteurs vont produire ce que nous mangeons, exporter, donner des emplois et produire une grande partie de l'énergie des Français.

Le deuxième enjeu est Bruxelles, car nous avons le devoir de conforter la PAC. À cet égard, ce que j'entends, dans certains programmes, sur l'avenir de la politique agricole commune, m'inquiète. J'aimerais que, à ce sujet, les vraies questions soient posées et en particulier, Mme Royal dise clairement ce qu'elle pense de la politique agricole. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Le troisième enjeu est l'OMC à propos de laquelle Dominique de Villepin et le Président de la République nous ont donné des instructions très claires de fermeté. Mme la ministre déléguée au commerce extérieure, Mme Lagarde, s'est, à juste titre, inquiétée de ce qui s'est passé ce week-end à Davos et la France a lancé, hier, un cri d'alarme. Nous ne souhaitons pas que la libéralisation remette en cause l'existence de l'agriculture européenne. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean Proriol](#)

Circonscription : Haute-Loire (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3206

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 janvier 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 31 janvier 2007